

Questions orales

COMPARAISON DES PRIX CANADIENS AVEC LES PRIX AMÉRICAINS

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Le ministre des Finances pourrait-il nous expliquer, en l'absence de sa collègue, pourquoi le plein d'une Chrysler de taille moyenne coûte \$10.84 de plus à cinq rues de la colline du Parlement que le plein de la même automobile à cinq rues de la Maison blanche?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Je vais expliquer cela très clairement, monsieur le Président.

Une voix: Les Américains n'ont pas eu un gouvernement libéral.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Le 4 septembre 1984, nous avons hérité d'un déficit de 38 milliards de dollars qui augmentait, et qui augmentait très vite. Nous avons tenu compte de divers éléments pour affronter ce problème, et nous avons notamment donné le plus grand coup de frein de toute l'histoire du Canada aux dépenses du gouvernement.

Des voix: Bravo!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Une très grande partie de nos politiques à cette fin ont été axées sur les dépenses, et une partie sur les taxes d'accise. Cela a eu des répercussions sur le prix de l'essence. Je voudrais toutefois préciser . . .

M. le Président: A l'ordre. Question supplémentaire.

M. Gauthier: Nous avons posé une question brève, répondez brièvement.

LA TAXE FÉDÉRALE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Évidemment, le ministre des Finances omet de rappeler à la Chambre que sa collègue, quand elle a signé le prétendu Accord de l'Ouest, avait promis aux Canadiens que le prix de l'essence allait baisser parallèlement à la baisse des cours du pétrole, mais qu'on attend toujours. Pourquoi les automobilistes canadiens paient-ils \$5 de taxe fédérale de plus que les Américains quand ils font le plein de leur automobile?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le député veut parler de ce que ma collègue la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources avait déclaré. Quand la réglementation a été modifiée le 1^{er} juin dernier, un nouveau régime a été inauguré pour permettre aux forces du marché de fonctionner, et elles fonctionnent . . .

Une voix: Et comment!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Il va y avoir une baisse importante, comme l'a dit la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, quand la baisse des cours internationaux va se répercuter dans l'ensemble du système. Je pense que le chef de l'opposition devrait au contraire nous féliciter d'avoir pris

l'initiative d'instaurer cette politique qui va entraîner une baisse du prix de l'essence.

● (1420)

ON DEMANDE UNE RÉDUCTION DES TAXES

L'hon. William Rompkey (Grand Falls-White Bay-Labrador): Monsieur le Président, le ministre trouve manifestement que les forces du marché n'opèrent pas. Nos prix augmentent alors que les prix mondiaux baissent. Voilà la réalité. A Terre-Neuve, à l'heure actuelle, nous payons l'essence au moins 63c. le litre. C'est parce que les taxes fédérales ont augmenté de 58 p. 100 au cours des 12 derniers mois.

M. Crosbie: Sottises!

M. Rompkey: L'Association canadienne des automobilistes déclare que ces taxes sont injustes, discriminatoires et une honteuse exploitation. Le ministre pourrait-il réduire ces taxes et mettre un terme à cette honteuse taxe discriminatoire?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, les Canadiens ne sont pas sots. Entre 1980 et 1984, ils ont constaté que le prix de l'essence avait augmenté probablement plus qu'au cours de toute autre période de quatre ans de l'histoire de notre pays.

Des voix: Bravo!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Cette augmentation était imputable au Programme énergétique national associé à une lourde réglementation, ce qui a tout simplement éliminé les forces du marché dans ce secteur particulier. Si le député veut bien se reporter au Programme énergétique national, il constatera que, si ce programme avait été maintenu, le prix de l'essence serait infiniment plus élevé qu'il ne l'est aujourd'hui.

ON DEMANDE AU MINISTRE D'AGIR

L'hon. William Rompkey (Grand Falls-White Bay-Labrador): Monsieur le Président, je parle des 12 derniers mois au cours desquels les taxes ont augmenté de 58 p. 100. Ce n'était pas pour financer le PEN, mais pour payer pour l'exemption d'impôt sur les gains en capital et le renflouement des banques.

Des voix: Oh, oh!

M. Rompkey: Il y a au Canada des régions où une automobile est une nécessité, non un luxe.

M. le Président: A l'ordre, je vous prie. Juste une question, s'il vous plaît.

M. Rompkey: Le ministre mettra-t-il fin à cette taxation discriminatoire et cessera-t-il de siphonner l'argent des poches des automobilistes?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le député de Terre-Neuve oublie peut-être une chose qui s'est produite l'année dernière, c'est-à-dire la conclusion de l'accord de Terre-Neuve. S'il veut . . .

M. Rompkey: A quand un accord pour les consommateurs?